

Roland MUZEAU

*Hauts-de-Seine (1^{ère} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine
[J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités [J.O. des 28 et 31 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 342 visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [24 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Moyens de paiement. Euro. Cours, conséquences économiques [5 décembre 2007] (p. 5017)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 47, posée le 4 décembre 2007. Logement. Habitat insalubre (J.O. Questions p. 7539). Appelée le 4 décembre 2007. Réglementation, conséquences, collectivités publiques (p. 4897)

n° 201, posée le 29 avril 2008. Transports urbains. RATP : métro (J.O. Questions p. 3547). Appelée le 29 avril 2008. Ligne 13, fonctionnement (p. 1753)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Fait état d'une lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie lui demandant de procéder à l'élargissement du travail dominical par voie d'amendement au présent projet de loi [11 juillet 2007] (p. 1787)

Demande une suspension de séance afin de permettre à son groupe de rencontrer des représentants syndicaux [31 juillet 2007] (p. 2529)

Relaie l'opinion de personnalités qui s'opposent aux tests génétiques de filiation prévus par le "tristement célèbre amendement Mariani" pour le regroupement familial [19 septembre 2007] (p. 2236)

Rappelle les propositions de la Cour des comptes en matière de financement de la sécurité sociale [25 octobre 2007] (p. 3240)

Conteste les propos de la ministre de la santé, de la jeunesse et des sports sur les résultats de l'option "médecin référent" et sur la position de l'Association nationale des médecins référents (AMEDREF) [29 octobre 2007] (p. 3438)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul : interroge le Gouvernement sur l'organisation de la suite des débats [26 octobre 2007] (p. 3384)

Proteste contre l'organisation des travaux [11 décembre 2007] (p. 5192)

Conteste l'application de l'article 40 par la commission des finances à l'égard d'un amendement qu'il a déposé sur l'article 1^{er} [22 janvier 2008] (p. 449)

S'indigne des nombreux licenciements relayés par les médias et réprovoque l'organisation des débats qui scinde la discussion du texte en plusieurs étapes [25 septembre 2008] (p. 5156)

Fait une proposition pour améliorer les conditions d'examen du texte [25 septembre 2008] (p. 5175)

Souligne le vote unanime à gauche contre l'article 2, notamment dans ses dispositifs de financement [7 octobre 2008] (p. 5406)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1665)

Son intervention (p. 1682)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1665)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1683)

Politique sociale : exclusion : précarité (p. 1665, 1683)

Politique sociale : inégalités (p. 1682)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1666)

Sécurité sociale : déficit : prélèvements obligatoires (p. 1665)

Travail (p. 1683)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1683)

Travail : réduction du temps de travail (p. 1665)

Travail : taux d'activité (p. 1683)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1742 et s.)

Ses amendements n^{os} 144 à 148 (p. 1770 et s., 1783 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1787)

Après l'article 1er

Son amendement n^o 137 (astreinte - période non prise en compte comme temps de travail : abrogation de l'article 3 de la loi du 17 janvier 2003 relative aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi) (p. 1808) : rejeté (p. 1809)

Son amendement n^o 139 rectifié (contrat de travail à temps partiel : conditions de requalification en contrat à temps complet) (p. 1809) : rejeté (p. 1810)

Son amendement n^o 140 (travail à temps partiel : possibilité de refuser les heures complémentaires) : rejeté (p. 1810)

Son amendement n^o 142 (heures supplémentaires : refus de les effectuer non constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) (p. 1811) : rejeté (p. 1814)

Son amendement n^o 143 (suppression du régime des heures choisies) (p. 1814) : rejeté (p. 1816)

Intervient sur l'ad^t n^o 182 de M. Richard Mallié (dérogation au repos hebdomadaire le dimanche dans les zones agglomérées de plus de 200 000 habitants) (p. 1819)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Son intervention (p. 1838)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Ses interventions (p. 1849, 1861)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Ses interventions (p. 1873, 1884, 1889 et s.)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Ses interventions (p. 1912, 1919, 1927)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Ses interventions (p. 1952 et s.)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 1964 et s.)

Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Ses interventions (p. 2058 et s.)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2071)

Son amendement n^o 149 (p. 2073)

Titre

Intervient sur l'ad^t n^o 136 de M. Jean-Claude Sandrier (projet de loi en faveur de la rentabilité financière, de la spéculation immobilière et de la restauration des privilèges) (p. 2078)

Explications de vote et vote [16 juillet 2007] (p. 2079)

Ses explications de vote (p. 2080)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2080)

Projet de loi n^o 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2474)

Son intervention (p. 2484)

Son rappel au règlement (cf supra) [31 juillet 2007] (p. 2529)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2474, 2485, 2486)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2474)

Politique sociale : dialogue social (p. 2474, 2484, 2485)

Transports aériens : Air France (p. 2474, 2486)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2474, 2585)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 2485)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2485)

Transports urbains : RATP (p. 2485)

Travail : syndicats (p. 2474, 2484)

Travail : négociations (p. 2485)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1^{er} (définition du champ d'application de la loi)

Ses interventions (p. 2533 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 4 de M. Daniel Paul (rapport du Parlement sur le respect du droit syndical et les conditions d'exercice du droit de grève dans les transports terrestres de voyageurs) (p. 2556)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Son amendement n° 55 (de suppression) (p. 2560)

Ses interventions (p. 2569, 2589 et s.)

Ses amendements n°s 56 à 58 (p. 2572, 2575, 2577)

Son sous-amendement n° 189 à l'adt n° 18 de la commission spéciale (p. 2579) : adopté (p. 2580)

Ses amendements n°s 60 à 62, 63 rectifié et 64 (p. 2580, 2583, 2590, 2592)

Après l'article 2

Son amendement n° 75 rectifié (encadrement de l'exercice de la sous-traitance en matière de missions de service public dans le secteur des transports) (p. 2594) : rejeté (p. 2595)

Article 3 (conditions de dépôt de préavis préalables à la cessation concertée du travail)

Son amendement n° 66 (de suppression) (p. 2596)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Son amendement n° 67 (de suppression) (p. 2604)

Son intervention (p. 2646)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Son amendement n° 68 (de suppression) (p. 2667)

Ses interventions (p. 2669, 2672 et s.)

Ses amendements n°s 71, 69 et 70 (p. 2672, 2674, 2679)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Son amendement n° 72 (p. 2685)

Article 9 (régime de réduction de la rémunération des salariés participant à une grève)

Ses interventions (p. 2693 et s.)

Son amendement n° 73 (de suppression) (p. 2693)

Article 10 (rapport d'évaluation sur l'application de la loi)

Son amendement n° 74 (p. 2697)

Après l'article 11

Son amendement n° 76 (obligation de concertation entre autorités organisatrices, entreprises et organisations syndicales avant toute conclusion ou révision d'un contrat de transport) : rejeté (p. 2699)

Titre

Son amendement n° 77 (nouveau titre : "Projet de loi relatif à l'instauration d'un service minimum dans les transports publics") : rejeté (p. 2700)

Explications de vote et vote [1er août 2007] (p. 2701)

Ses explications de vote (p. 2702)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2702)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 août 2007] (p. 2707)

Son intervention (p. 2711)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2711, 2712)

Secteur public : service minimum (p. 2712)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2712)

Travail : syndicats (p. 2712)

Travail : grèves : déclaration (p. 2712)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2712)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2007] (p. 2236)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son intervention (p. 2542)

Thèmes :

Entreprises : charges : exonérations (p. 2544)

Entreprises : chefs d'entreprises : bénéficiaires (p. 2542)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2544)

Politique sociale : cohésion sociale : droits (p. 2544)

Politique sociale : inégalités (p. 2542 et s.)

Retraites : généralités : réforme (p. 2543)

Retraites : généralités : solidarité (p. 2544)

Retraites : généralités : cotisations : stock options (p. 2544)

Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 2543)

Retraites : généralités : pénibilité de l'activité antérieure (p. 2544)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 2543)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 2543)

Sécurité sociale : déficit (p. 2542)

Travail : salaires : pouvoir d'achat (p. 2544)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Son intervention (p. 3085)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3190)

Thèmes :

Produits dangereux : amiante (p. 3191)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 3085, 3190 et s.)

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Avant l'article 9

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3240)

Intervient sur l'adt n° 215 de Mme Jacqueline Fraysse (contribution additionnelle sur les revenus du patrimoine et les produits de placement due au titre des revenus financiers) (p. 3246)

Article 10 (prélèvement social sur les préretraites et les indemnités de mise à la retraite)

Son intervention (p. 3278 et s.)

Article 11 (aménagement de l'assiette forfaitaire de cotisation sociale généralisée des non-salariés agricoles)

Son intervention (p. 3287)

Article 14 (suppression des exonérations de cotisations accidents du travail - maladies professionnelles)

Son intervention (p. 3302)

Après l'article 16

Reprend l'adt n° 32 de la commission (limitation aux modalités de versement des prestations familiales de l'habilitation permettant au Gouvernement d'autoriser certains organismes à les servir) (p. 3306) : rejeté (p. 3306)

Article 18 (fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base)

Son intervention (p. 3311)

Article 28 (amélioration de l'information des assurés et du contrôle des caisses d'assurance maladie sur les dépassements d'honoraires)

Son intervention (p. 3343)

Article 30 (aménagement du champ de la convention nationale des médecins libéraux et introduction de la possibilité pour les caisses primaires d'assurance maladie de conclure des contrats avec les médecins conventionnés)

Son intervention (p. 3368)

Après l'article 31

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Paul (cf. supra) (p. 3384)

Article 32 (répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire)

Son intervention (p. 3397)

Article 35 (création d'une franchise sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux)

Son intervention (p. 3411)

Son amendement n° 220 : SCRUTIN PUBLIC (p. 3424)

Son amendement n° 221 (p. 3424)

Après l'article 35

Son amendement n° 493 (création d'un volet destiné à la santé au travail au sein du dossier médical personnel) (p. 3426) : rejeté (p. 3427)

Son amendement n° 492 (report dans le dossier médical personnel des données liées à la médecine du travail) : rejeté (p. 3427)

Article 36 précédemment réservé (dossier médical personnel)

Son rappel au règlement (cf. supra) (p. 3438)

Son intervention (p. 3439)

Article 42 précédemment réservé (dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité - T2A - aux établissements de santé)

Ses interventions (p. 3453 et s.)

Avant l'article 54

Son amendement n° 499 précédemment réservé (conditions de répartition de la prise en charge des coûts de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle entre entreprise sous-traitante et entreprise donneuse d'ordre) (p. 3479) : rejeté (p. 3480)

Son amendement n° 497 précédemment réservé (subordination de l'octroi de ristournes de cotisations d'accidents du travail au contrôle de la réalité des efforts de prévention de l'entreprise) (p. 3480) : rejeté (p. 3482)

Son amendement n° 496 précédemment réservé (imposition de cotisation supplémentaire pour les entreprises sujettes à risque en matière d'accident du travail ou de maladie professionnelle) (p. 3482) : rejeté (p. 3483)

Article 54 précédemment réservé (plafonnement de l'indemnisation des accidents du travail successifs)

Ses interventions (p. 3483 et s.)

Après l'article 56

Son amendement n° 534 précédemment réservé (motivation du refus d'inscription d'un établissement sur les listes du Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) (p. 3487) : adopté (p. 3488)

Article 66 (expérimentations concernant les contrôles médicaux des arrêts de travail organisés par les employeurs et les caisses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 3494)

Son amendement n° 211 (de suppression) (p. 3495)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4497)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4498)

Emploi : seniors (p. 4498)

Sécurité sociale : contribution sur les stock-options (p. 4498)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 4497)

Explications de vote et vote [22 novembre 2007] (p. 4513)

Ses explications de vote (p. 4513)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4513)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : UNEDIC (p. 3818)

Travail : médecine du travail (p. 3816)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Article 53 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)

Son intervention (p. 3833)

Article 56 (prorogation des aides à l'emploi en faveur des employeurs du secteur des hôtels, cafés et restaurants)

Son amendement n° 139 (de suppression) (p. 3835)

Article 57 (suppression de l'allocation équivalent retraite -AER)

Son amendement n° 138 (de suppression) (p. 3837)

Projet de loi n° 190 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4929, 4952)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4944)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4961) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4967)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises : responsabilité (p. 4964)

Entreprises : comités d'entreprise (p. 4964 et s.)

Entreprises : comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) (p. 4964 et s.)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4944 et s.)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 4963)

Lois : codification (p. 4944, 4961 et s.)

Risques professionnels : produits dangereux (p. 4964)

Travail : code du travail (p. 4944 et s., 4962 et s.)

Travail : conditions de travail (p. 4963)

Travail : droit du travail (p. 4961 et s.)

Travail : durée du travail (p. 4962 et s.)

Travail : hygiène (p. 4964 et s.)

Travail : licenciements (p. 4963)

Travail : sécurité (p. 4964 et s.)

Travail : travail à temps partiel (p. 4964)

Discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4967) ; [5 décembre 2007] (p. 4996) ; [11 décembre 2007] (p. 5191)

Article 1er (ratification de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Son intervention (p. 4967)

Article 2 (modifications de dispositions de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Ses amendements n°s 114, 160, 159, 161 et 115 (p. 4968, 4972)

Article 3 (modifications du texte du nouveau code du travail, partie législative (annexe I de l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007)

Ses amendements n°s 133 et 134 (p. 4974, 4976)

Son intervention (p. 4978)

Ses amendements n°s 135, 183, 126, 139, 140, 138, 137 rectifié, 132, 181 et 141 (p. 4979 et s. 4983 et s.)

Son amendement n° 136 : adopté (p. 4986)

Ses amendements n°s 142, 143, 182, 124, 123, 185, 125 deuxième rectification, 119, 121, 122, 128, 130, 127 et 129 (p. 4987 et s., 4997, 5000, 5006 et s. 5009)

Son amendement n° 184 : adopté (p. 5010)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 décembre 2007] (p. 5192)

Ses amendements n°s 120, 147, 145, 117, 131, 144, 116, 146 et 118 (p. 5194 et s., 5196 et s., 5199, 5201 et s.)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007] (p. 5204)

Ses explications de vote (p. 5204)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 5204)

Déclaration du Gouvernement n° 615 sur le Grenelle de l'insertion

[17 janvier 2008] (p. 309)

Son intervention (p. 328)

Thèmes :

Emploi : formation professionnelle (p. 328 et s.)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 328 et s.)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 328 et s.)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 328)

Politique sociale : insertion (p. 328 et s.)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 328 et s.)

Travail : code du travail (p. 328)

Travail : droit du travail (p. 328)

Travail : précarité (p. 329)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 407)

Son intervention (p. 417)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 407, 417 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 407 et s., 417 et s.)

Emploi : chômage (p. 407 et s., 417 et s.)

Emploi : contrats aidés (p. 417)

Emploi : maisons de l'emploi (p. 407)

Emploi : offres d'emploi (p. 408, 417 et s.)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 417 et s.)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 418 et s.)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 418)

Secteur public : services publics : emploi (p. 407, 417 et s.)

Travail : précarité (p. 417 et s.)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 1er (création d'un Conseil national de l'emploi)

Son amendement n° 108 (de suppression) (p. 449)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 janvier 2008] (p. 449)

Ses amendements n°s 109, 174 à 176 et 111 à 113 (p. 450, 452, 456 et s.)

Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)

Ses amendements n°s 137, et 132 à 134 (p. 478, 480 et s.)

Ses interventions (p. 484 et s., 495 et s.)

Reprend l'adt n° 249 de M. Francis Vercamer (missions des maisons de l'emploi) (p. 485)

Ses amendements n°s 135, 138 à 143, 145, 148, 150, 149, 136, 151, 152 et 154 (p. 486, 490 et s. 496 et s., 502 et s.)

Article 3 (conséquences de la création de la nouvelle institution nationale sur l'organisation du régime de l'assurance chômage)

Son intervention (p. 511)

Ses amendements n°s 178 (de suppression), 179 et 177 (p. 512, 514)

Article 4 (transfert de recouvrement des cotisations d'assurance chômage aux URSSAF)

Ses amendements n°s 114 (de suppression) et 115 (p. 518 et s.)

Article 5 (instance provisoire de préfiguration)

Ses amendements n°s 116 (de suppression) et 117 à 120 (p. 522 et s.)

Article 6 (mesures transitoires en matière de statuts des personnels)

Son intervention (p. 526)

Ses amendements n°s 121, 122 et 124 (p. 526 et s.)

Son amendement n° 123 : adopté (p. 530)

Article 7 (modalités du transfert ou de la mise à disposition des biens)

Ses amendements n°s 125 à 127 (p. 530)

Article 8 bis (rapport du Gouvernement au Parlement sur les modalités du transfert éventuel à la nouvelle institution de personnels de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes)

Son amendement n° 129 (de suppression) (p. 533)

Après l'article 8 bis

Intervient sur l'adt n° 170 de Mme Monique Iborra (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évolution des offres acceptables d'emploi) (p. 536)

Article 8 ter (effets sur le régime d'indemnisation au titre de l'assurance chômage de la démission d'un salarié sans motif légitime)

Son amendement n° 128 (de suppression) (p. 536) : adopté (p. 538)

Article 9 (répartition des compétences entre les différentes institutions du service public de l'emploi)

Son amendement n° 130 (p. 538)

Explications de vote et vote [23 janvier 2008] (p. 545)

Ses explications de vote (p. 545)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicain (p. 546)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 670)

Son intervention (p. 672)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 673)

Chômage : indemnisation : bénéficiaires (p. 673)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 673)

Emploi : chômeurs : droits (p. 673)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 673 et s.)

Secteur public : services publics : emploi (p. 672 et s.)

Explications de vote et vote [31 janvier 2008] (p. 680)

Ses explications de vote (p. 680)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 680)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 659)

Son intervention (p. 664)

Thèmes :

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 665)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 666)

Politique économique : inflation (p. 666)

Politique sociale : inégalités (p. 665 et s.)

Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 666)

Retraites : généralités : montant des pensions (p. 665 et s.)

Travail : durée du travail (p. 665)

Travail : jour de réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 665)

Travail : salaires (p. 665 et s.)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 666)

Proposition de loi n° 711 relative à la journée de solidarité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mars 2008] (p. 971)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 976)

Son intervention (p. 979)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : stock options (p. 976)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 980)

Personnes âgées : dépendance : solidarité (p. 976, 979 et s.)

Sécurité sociale : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (p. 980)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : jours fériés (p. 980)

Discussion des articles [26 mars 2008] (p. 985)

Article 1er (organisation de la journée de solidarité dans le secteur privé)

Son intervention (p. 986)

Explications de vote et vote [26 mars 2008]

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 980)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1574) : rejetée (p. 1582)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 1575 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1578)

Politique sociale : inégalités (p. 1574 et s.)

Syndicats : Confédération générale du travail (CGT) (p. 1576 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 1576)

Travail : accords interprofessionnels (p. 1575 et s.)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1575)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 1578 et s.)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 1575)

Travail : droit du travail (p. 1575 et s.)

Travail : négociations (p. 1575 et s.)

Travail : précarité (p. 1575 et s.)

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1er (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Ses interventions (p. 1610, 1615)

Ses amendements n°s 97 à 99 (p. 1612 et s., 1617 et s.)

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)

Ses amendements n°s 100 (de suppression), 101 et 103 (p. 1623, 1643 et s.)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Ses amendements n^{os} 104 et 105 (p. 1650)

Ses interventions (p. 1655 et s.)

Son amendement n^o 106 (p. 1658)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Ses amendements n^{os} 107 (de suppression), 109 rectifié, 120, 112, 110 et 111 (p. 1665 et s., 1677 et s.)

Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)

Ses amendements n^{os} 113 (de suppression), 117 et 114 à 116 (p. 1682 et s., 1686)

Article 8 (définition et organisation du portage salarial)

Ses amendements n^{os} 118 (de suppression) et 119 (p. 1689)

Explications de vote et vote [29 avril 2008] (p. 1776)

Ses explications de vote (p. 1779)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1780)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 juin 2008] (p. 3359)

Son intervention (p. 3362)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 3362 et s.)

Politique sociale : dialogue social (p. 3362 et s.)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 3363)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 3363)

Travail : contrats à durée indéterminée (p. 3363)

Travail : contrats de travail (p. 3362)

Travail : droit du travail (p. 3362 et s.)

Travail : durée du travail (p. 3363)

Travail : licenciements (p. 3362)

Explications de vote et vote [12 juin 2008]

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 3370)

Projet de loi n^o 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2120)

Son intervention (p. 2126)

Thèmes :

Droit pénal : perquisitions (p. 2126)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : secret des sources des journalistes (p. 2127)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 2127)

Presse et livres : journalistes : dialogue social (p. 2121)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2126)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : Belgique (p. 2120)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2120, 2126)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2135)

Article 1er (consécration législative du principe général de la protection du secret des sources journalistiques)

Ses interventions (p. 2135 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n^o 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Ses interventions (p. 2414 et s.)

Article 6 (droit de grâce)

Ses interventions (p. 2426 et s.)

Projet de loi n^o 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad^t n^o 733 de M. Daniel Paul (p. 2907)

Intervient sur l'ad t n° 1060 rectifié de Mme Martine Carrillon-Couvreur (p. 2912)

Intervient sur l'ad t n° 139 rectifié de la commission (définition législative des particuliers employeurs) (p. 2912)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son intervention (p. 2920)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Son amendement n° 744 (p. 3019)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3829)

Son intervention (p. 3832)

Thèmes :

Architecture : architectes (p. 3834)

Bâtiment et travaux publics : entreprises (p. 3832)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : contrats de partenariat public-privé (p. 3829, 3832)

Entreprises : créances : cession (p. 3833)

Justice : Cour des comptes : contrats de partenariat public-privé (p. 3832)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : baux commerciaux (p. 3833)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : fiscalité (p. 3833)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : maîtrise des dépenses (p. 3830, 3832)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : pays étrangers (p. 3829, 3832)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : régime juridique (p. 3833)

Voirie : autoroutes : privatisations (p. 3834)

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 84 (suppression du contrat de partenariat) (p. 3842) : rejeté (p. 3843)

Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Son amendement n° 85 (de suppression) (p. 3848)

Article 4 (possibilité de recourir à une procédure négociée pour conclure un contrat de partenariat)

Son amendement n° 86 (de suppression) (p. 3861)

Article 8 (autorité compétente pour autoriser la signature d'un contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3865)

Son amendement n° 87 (de suppression) (p. 3865)

Article 11 (délimitation des biens appartenant au domaine public - modalités de conclusion de baux privés pour le domaine privé)

Son amendement n° 88 (de suppression) (p. 3868)

Article 14 (éligibilité aux subventions des contrats de partenariat)

Son amendement n° 89 (de suppression) (p. 3870)

Article 28 (régime de publicité foncière pour les contrats de partenariat, les autorisations d'occupation temporaire du domaine public, les actes de bail et crédit-bail et les baux emphytéotiques administratifs ou hospitaliers)

Son amendement n° 90 (de suppression) (p. 3878)

Explications de vote et vote

Ses explications de vote (p. 3885)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 3885)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1er juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4094)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4131) : rejetée (p. 4137)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 4131 et s.)

Syndicats : représentativité (p. 4094, 4131)

Travail : accords interprofessionnels (p. 4132 et s.)

Travail : conditions de travail (p. 4133 et s.)

Travail : droit du travail (p. 4094)

Travail : durée du travail (p. 4094, 4131 et s.)

Travail : heures supplémentaires (p. 4133 et s.)

Travail : négociations (p. 4132 et s.)

Travail : travail à temps partiel (p. 4133)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 1er (critères de représentativité syndicale)

Ses interventions (p. 4144 et s.)

Article 2 (règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social)

Ses interventions (p. 4150 et s.)

Son amendement n° 241 (p. 4156) : adopté (p. 4157)

Son amendement n° 242 (p. 4159)

Article 3 (modalités des élections professionnelles)

Son amendement n° 243 (p. 4162)

Son intervention (p. 4165)

Son amendement n° 1658 (p. 4167)

Article 5 (conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale)

Ses amendements n°s 244 et 245 (p. 4170 et s.)

Son intervention (p. 4172)

Article 6 (conditions de validité des accords collectifs de travail)

Ses interventions (p. 4174 et s.)

Ses amendements n°s 249, 252, 250 et 253 (p. 4175 et s.)

Article 7 (négociation collective par les représentants élus du personnel et les salariés mandatés)

Ses amendements n°s 254 deuxième rectification et 255 deuxième rectification (p. 4182 et s.)

Article 9 (date limite de première mesure de l'audience au niveau des branches et au niveau national et interprofessionnel et règles transitoires de représentativité aux différents niveaux du dialogue social)

Son intervention (p. 4188)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4208, 4247 et s.)

Son amendement n° 256 (de suppression) (p. 4210) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4217)

Ses amendements n°s 257, 258, 259, 261, 1681 et 262 (p. 4227, 4250 et s., 4265 et s.)

Son amendement n° 263 (p. 4276) : adopté (p. 4277)

Son amendement n° 264 (p. 4279)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son amendement n° 265 (de suppression) (p. 4284)

Ses amendements n°s 266 et 267 (p. 4298 et s.)

Ses interventions (p. 4324 et s.)

Ses amendements n°s 268 à 270, 1659 (p. 4339 et s.)

Son amendement n° 1662 : adopté (p. 4346)

Ses amendements n°s 1660, 1663 à 1665 (p. 4347 et s.)

Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)

Ses amendements n°s 1666 à 1669 (p. 4350 et s.)

Article 19 (adaptation des dispositions des lois du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat)

Son amendement n° 1670 (p. 4358)

Article 20 (coordination)

Son amendement n° 1671 (p. 4359)

Explications de vote et vote [8 juillet 2008] (p. 4367)

Ses explications de vote (p. 4368)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4369)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4947)

Son intervention (p. 4949)

Thèmes :

Assemblée nationale (p. 4949)

Constitution : révision (p. 4949)

Entreprises : allègement des charges (p. 4951)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4950)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4950)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 4947)

Marchés financiers (p. 4947, 4949)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4947 et s., 4950)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 4947)

Travail : négociations : salaires (p. 4951)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4950)

Travail : salaires (p. 4950)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 4949, 4951)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Son intervention (p. 4996)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5123)

Après l'article 3

Intervient sur l'ad. n° 46 de M. Lionel Tardy (harmonisation des dates de modification des taux des prélèvements sociaux) (p. 5132)

Article 5 (conditionnalité de la réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale à l'alignement du salaire minimum conventionnel sur le SMIC)

Son intervention (p. 5136)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5166)

Son intervention (p. 5189)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 5207) : rejetée (p. 5211)

Ses rappels au règlement (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5156, 5175)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compensations financières : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5209)

Etrangers : travailleurs : revenu de solidarité active (RSA) (p. 5166)

Famille : garde des enfants (p. 5190)

Formation professionnelle (p. 5208)

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : plafonnement (p. 5209)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 5209)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 5190)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 5190)

Impôts et taxes : revenus financiers (p. 5190)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 5166, 5189, 5207)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5207)

Politique sociale : minima sociaux (p. 5207)

Politique sociale : pauvreté : travailleurs (p. 5207)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : calcul (p. 5189)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : étrangers (p. 5189)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : exclusion (p. 5189, 5209)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : financement (p. 5190, 5209)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : sanctions (p. 5190)

Système pénitentiaire : détenus : insertion professionnelle et sociale (p. 5166, 5209)

Travail : précarité (p. 5166, 5209)

Travail : travail à temps partiel (p. 5190, 5209)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Ses amendements n°s 240 et 241 : adoptés (p. 5226 et s.)

Après l'article 8

Son amendement n° 437 (possibilité pour les collectivités territoriales de subordonner les aides économiques aux entreprises à l'engagement de ces dernières en matière de création d'emplois à temps complet) (p. 5228) : rejeté (p. 5230)

Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)

Son amendement n° 401 (p. 5261)

Son intervention (p. 5263)

Ses amendements n°s 242 et 257 rectifié (p. 5263, 5266)

Son sous-amendement n° 623 à l'ad. n° 93 de la commission (p. 5266) : adopté (p. 5267)

Ses amendements n°s 243, 259 rectifié et 244 rectifié (p. 5268 et s.)

Son sous-amendement n° 626 à l'adt n° 99 de la commission : adopté (p. 5269)

Son amendement n° 260 rectifié (p. 5269)

Article 11 (aménagement du contrat d'accompagnement dans l'emploi)

Son sous-amendement n° 627 à l'adt n° 109 de la commission : adopté (p. 5278)

Son amendement n° 262 rectifié (p. 5278)

Article 12 (abrogation des contrats d'avenir et des contrats d'insertion-revenu minimum d'activité et aménagements du contrat initiative emploi)

Son sous-amendement n° 628 à l'adt n° 120 de la commission : adopté (p. 5280)

Son amendement n° 263 rectifié (p. 5280)

Après l'article 13

Son amendement n° 439 (allègements de charges sociales subordonnés à la conclusion d'un accord salarial) (p. 5280) : rejeté (p. 5281)

Son amendement n° 438 (négociations avec les partenaires sociaux pour résorber la précarité et la pauvreté au travail) (p. 5280) : rejeté (p. 5283)

Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)

Ses interventions (p. 5283, 5294)

Son amendement n° 224 : adopté (p. 5287)

Son amendement n° 407 (p. 5289)

Après l'article premier

Intervient sur l'adt n° 140 rectifié précédemment réservé de M. Étienne Pinte (présentation au Parlement du bilan des expérimentations du revenu de solidarité active) (p. 5295)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5295, 5357 et s., 5371, 5390, 5403)

Ses amendements n°s 232, 231, 403 et 416 (p. 5377, 5384, 5394 et s.)

Son amendement n° 398 : adopté après modification (p. 5399)

Ses amendements n°s 405 et 406 (p. 5401 et s.)

Son amendement n° 412 : adopté (p. 5404)

Son amendement n° 399 (p. 5405)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 octobre 2008] (p. 5406)

Après l'article 2

Son amendement n° 228 rectifié précédemment réservé (pas d'exonération des heures supplémentaires pour les entreprises de plus de 10 salariés comportant

plus d'un quart de salariés à temps partiel) (p. 5406) : rejeté (p. 5407)

Son amendement n° 229 rectifié précédemment réservé (régime de surcotisations patronales pour les entreprises de plus de 10 salariés comportant plus d'un quart de salariés à temps partiel) (p. 5407) : rejeté (p. 5408)

Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)

Ses amendements n°s 230 et 408 (p. 5410)

Son amendement n° 226 : adopté après modification (p. 5412)

Son amendement n° 227 (p. 5412)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 580 rectifié précédemment réservé de la commission (RSA non constitutif de critère unique d'attribution d'aides sociales par les collectivités territoriales) (p. 5415)

Avant l'article 14

Son amendement n° 414 (mesures visant la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avancées à 2009) : rejeté (p. 5417)

Après l'article 17

Son sous-amendement n° 441 (discussion du rapport en séance publique) à l'adt n° 128 de la commission (conférence nationale et évaluation) : rejeté (p. 5420)

Explications de vote et vote [8 octobre 2008] (p. 5442)

Ses explications de vote (p. 5444)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 5445)